

Le Figaro - lundi 28 janvier 2019

REPORTAGE

L'Autriche de Kurz tente d'inventer un populisme présentable

Peu sensible au politiquement correct, le jeune chancelier conservateur a choisi de chevaucher la crise d'identité autrichienne et gouverne depuis plus d'un an avec l'extrême droite.

LAURE MANDEVILLE



Le chancelier autrichien, Sebastian Kurz, le 14 décembre 2018, à Bruxelles.

ABACAPRESS.COM

EUROPE Il neige à Vienne, et il faut reconnaître qu'au premier abord, rien n'y respire la crise et l'anxiété qui, ces derniers temps, traversent l'Europe en tous sens. Alors que le pays a clôturé ses six mois de présidence de l'Union européenne, la capitale de l'Autriche, dont le PNB par habitant est le deuxième plus élevé d'Europe, paraît incroyablement paisible, avec ses calèches qui se pressent dans les rues pavées du centre-ville, ses marchés de Noël remplis d'artisanat coloré, ses pistes de patinage où de jeunes gens virevoltent en se tenant la main, et ses grands cafés chaleureux, où les Viennois se donnent rendez-vous pour parler affaires et politique devant de somptueux chocolats chauds à la crème fouettée. On se dit que l'ancien centre de la monarchie habsbourgeoise mérite sans doute son classement récent de « deuxième ville la plus agréable à vivre du monde ».

Mais cette atmosphère bon enfant n'en cache pas moins un volcan politique. Car depuis la grande migration de 2015 qui a vu des centaines de milliers de migrants traverser son territoire pour échapper au sanglant conflit syrien, l'Autriche, comme toute l'Europe centrale, ne raisonne plus de la même manière. Elle qui fut une capitale cosmopolite brassant mille et une cultures, elle qui est toujours le siège d'une multitude d'organisations internationales et un carrefour entre l'Est et l'Ouest depuis l'époque de la guerre froide, se sent aujourd'hui sourdement menacée par le défi migratoire. Celui de l'islamisme aussi.

Il est vrai que le pays, que beaucoup perçoivent de l'extérieur comme replié voire ratatiné sur lui-même depuis la fin de l'empire puis le désastre apocalyptique du nazisme, abrite une population très diverse. L'Autriche a un taux de citoyens nés à l'étranger supérieur à celui des États-Unis ainsi que la première communauté musulmane d'Europe en pourcentage de la population (quelque 10 %). Avec l'Allemagne, elle est aussi le pays qui - dans un élan de solidarité inouï qui a duré plusieurs mois avant que les doutes n'émergent - a accueilli proportionnellement le plus grand nombre de réfugiés en 2015, soit 90 000 pour une population de 8 millions d'habitants. Des chiffres derrière lesquels se cachent de vrais succès d'intégration mais aussi nombre de bombes à retardement potentielles.

Ce n'est pas l'avocat Gregor Rathkolb qui nous dira le contraire. « Nous avons la chance de ne pas avoir eu d'attentats terroristes en Autriche, mais la scène islamiste devient de plus en plus radicale. Des sociétés parallèles se constituent, c'est un grand danger », lance sans détours cet avocat autrichien. Installé dans sa belle bibliothèque, où déambulent deux grands chiens de chasse musculeux, ce spécialiste du droit canon, qui

a eu pour clients plusieurs des quelque 400 djihadistes radicalisés revenus de Syrie, raconte volontiers comment l'Autriche, « habituée pourtant à cohabiter avec l'islam depuis des siècles », a brusquement basculé dans l'anxiété en 2015, lors de la grande migration syrienne. « Cela s'est fait dans le chaos, des milliers de gens arrivaient chaque jour à la gare de Vienne-Ouest. La population a eu l'impression qu'on perdait le contrôle ! », raconte-t-il, évoquant une « anxiété profonde, qui explique la victoire surprise de Sebastian Kurz », il y a un an, et l'alliance de son parti, le parti chrétien-démocrate ÖVP (appelé parti du peuple) avec le parti d'extrême droite FPÖ, ou parti de la Liberté. Rathkolb parle des problèmes qui se multiplient, au contact d'une communauté musulmane, essentiellement originaire de Turquie, de Tchétchénie et de Bosnie, mais désormais aussi moyen-orientale, afghane et africaine. Dans les hôpitaux les médecins se voient sommés d'aller chercher du personnel féminin pour soigner les femmes ; et masculin pour soigner les hommes. Nombre de cantines scolaires sont pressées de renoncer au porc. « Un jour, un client islamiste ne voulait pas rentrer dans le cabinet sous prétexte que les chiens n'étaient pas hallal, j'ai dû aller chercher un texte islamique pour prouver le contraire ! », dit-il en souriant. L'avocat parle aussi de « la peur de la perte d'identité » que tous ces « accommodements » suscitent, « d'autant que les élites ont voulu taire les problèmes, traitant ceux qui en parlaient de fascistes ! ». À la campagne, raconte Gregor, tous ses amis votent FPÖ. Il dit voir nombre de ses compatriotes s'armer aussi « pour le jour J », tendance qui se généralise en Europe, selon une récente enquête du Wall Street Journal parue en janvier.

Et soudain Kurz...

C'est ce chaudron d'émotions qui a propulsé Sebastian Kurz au firmament de la politique autrichienne. Une ascension fulgurante, qui traduit, en version viennoise, les virages brutaux d'une opinion publique européenne qui ne sait plus à quel saint se vouer.

Remarqué pour son instinct politique, le jeune Sebastian Kurz surgit sur l'échiquier politique en 2011, à l'âge de 24 ans (!), quand il est nommé secrétaire d'État en charge de l'Intégration. Fils d'un médecin et d'une enseignante, ce jeune catholique viennois n'a jamais terminé ses études de droit, préférant militer. Mais l'ancien ministre de la Défense Werner Fasslabend se rappelle l'avoir remarqué, au sein des Jeunes chrétiens-démocrates ÖVP. « Il était concentré, doué pour la formule. » À son poste, le jeune homme au physique de gendre idéal fait passer tambour battant une réforme qui va interdire la burqa en public. Direct, peu sensible au politiquement correct, il n'hésite pas à

« appeler un chat un chat ». Son approche est si populaire qu'en 2015, le voilà ministre des Affaires étrangères, en pleine crise de la migration, poste auquel il va s'employer activement, une fois passé le temps d'une phase d'accueil généreuse, à fermer la route des Balkans ; prenant, à la suite du Hongrois Viktor Orban, le contre-pied d'Angela Merkel qui a laissé ouvertes les portes de l'Allemagne. Il n'a que 27 ans. Sa popularité s'envole tandis que celle de la chancelière allemande s'effrite. Puis, il y a un an, le jeune « prodige » est promu chancelier d'Autriche à 30 ans à peine.

Sa montée au firmament fait de lui le plus jeune dirigeant de l'Union européenne. En comparaison, Emmanuel Macron fait presque figure de senior. Les deux hommes ont néanmoins en commun d'avoir comblé le gigantesque vide laissé par le discrédit de la politique traditionnelle. Mais là où Macron a détourné la révolte identitaire qui grondait en créant son propre mouvement ex nihilo pour transformer la vieille France, une méthode dont on mesure aujourd'hui les limites, Kurz a choisi de chevaucher la crise d'identité autrichienne, en s'imposant à la tête d'un des deux grands partis traditionnels, et en ouvrant une alliance avec l'extrême droite, dont il semble, pour l'instant, maîtriser les dérapages. Surtout, tandis que le Français prône sa vision « progressiste » de l'UE, dénonçant « la lèpre nationaliste » qui gagnerait, l'Autrichien se pose en nouvelle voix du mouvement conservateur européen ; pour prôner la fermeté sur les migrations et défendre l'Europe des nations.

Kurz ou la quête autrichienne d'un « populisme acceptable » ? À Paris, le concept fait grincer des dents. « Kurz s'est aligné sur la position de l'extrême droite qui gouverne avec lui, notamment en refusant de signer le pacte migratoire de l'ONU qui cherchait à lutter contre l'immigration illégale, je le regrette », nous déclare Nathalie Loiseau, ministre des Affaires européennes. Un autre observateur voit Kurz « comme un opportuniste, prêt à faire table rase du passé pour servir ses intérêts ». Mais le politologue bulgare Ivan Krastev, installé à Vienne, est plus nuancé. « Kurz est très professionnel, il calcule ses coups. Alors que les autres leaders populistes parlent avec leurs tripes, il joue le long terme », note-t-il, s'avouant toutefois « incapable » de dire ce que Kurz pense « vraiment » sur le fond des grandes questions. « Il veut s'attaquer aux grands problèmes pour éviter le clash de civilisation. Il a raison, car si la politique ne prend pas à bras-le-corps les problèmes, ce sont eux qui finiront par s'occuper d'elle », estime pour sa part l'ancien ministre de la Défense Werner Fasslabend, qui le voit comme « l'un des chanceliers les plus doués de la IIe République ».

L'Europe selon Kurz : « Naples ne sera jamais Vienne ! »

Nous retrouvons un membre du gouvernement proche du chancelier, au café Landtman. C'est là que politiques et intellectuels tiennent une grande partie de leurs rendez-vous, sous le regard attentif de serveurs élégants. Notre interlocuteur connaît toutes les arcanes de la machine européenne, dont l'Autriche a eu la présidence pendant six mois. Il dit qu'imaginer une sortie de l'UE est un « non-sens », car « l'Europe est une extension de nous-mêmes ». « Nous voulons une Europe forte sur l'immigration et la politique étrangère. Mais en tant qu'État fédéral, qui délègue beaucoup aux régions, nous ne comprenons pas que l'Europe gère les détails. Sur la protection des consommateurs, il faut faire confiance aux pays, pratiquer la subsidiarité ! Depuis les années 1990, on s'acharne à construire un marché unique parfait, mais Naples ne sera jamais Vienne ! », précise-t-il appelant plutôt à protéger les frontières « en construisant un corps de gardes-frontières et de gardes-côtes européens de 5 000 à 10 000 hommes ». Critique sur le bilan autrichien de la présidence de l'UE, la ministre des Affaires européennes Nathalie Loiseau juge « intéressant » de « réfléchir à ce qui relève vraiment de la valeur ajoutée européenne et ce qui doit au contraire revenir au niveau national ou local », sauf si on veut utiliser la subsidiarité « pour détricoter ce que fait l'UE ». Elle note toutefois qu'aucune avancée européenne n'a vraiment eu lieu sur le corps des gardes-frontières ni sur la réforme du droit d'asile. « La présidence autrichienne avait pour mission de finaliser les 7 textes législatifs européens relatifs à l'asile. Cinq sont finalisés. Restent le règlement de Dublin et la révision des procédures, ils n'ont pas avancé d'un iota depuis juin. Le compte n'y est pas », estime-t-elle.

De 1912 à 2015, une loi sur l'islam

À défaut d'un consensus européen sur les migrations, les Autrichiens ont, comme Salvini en Italie, décidé un tour de vis : refus d'examen des demandes d'asile qui ne seraient pas soumises préalablement à l'entrée sur le territoire national. Coupes sèches dans les aides sociales aux migrants, qui n'ont pas encore le droit d'asile et refus de leur payer des cours d'allemand. Réduction des très généreuses allocations familiales autrichiennes aux résidents étrangers dont les femmes et les enfants restent vivre dans leur pays d'origine. Les Autrichiens ont aussi durci leur dispositif d'encadrement de l'islam, suite au vote en 2015, d'une loi sur l'islam qui tend à « nationaliser ce culte ». « Dès 1912, une loi assurait les droits des musulmans dans l'empire », raconte l'ancien ministre de la

Défense Werner Fasslabend. Version amendée de ce vieux texte, la loi actuelle prévoit la mise en place d'une formation des imams autrichiens, qui devrait délivrer sa première promotion d'ici à deux ans, à l'université de Vienne. Le fait que les imams turcs, majoritaires en Autriche, prennent leurs ordres au ministère des Cultes à Istanbul, qui dépend du parti AKP, est en effet très mal vécu en Autriche, surtout vu le prosélytisme du président Erdogan. Sept mosquées radicales ont été fermées. Certains observateurs avertissent toutefois que « la dureté » du gouvernement à l'égard de l'islam n'est qu'apparente, et que de nombreuses mosquées radicalisées prospèrent. C'est la conclusion à laquelle est arrivé le journaliste pakistanais Shams Ul-Haq après une enquête clandestine à travers l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, dont la publication fait grand bruit.

Un Irakien à Vienne

Mohamed Dattab est né à Bagdad. Dans un café de Vienne où nous nous retrouvons un soir, cet employé de l'organisation humanitaire Interface raconte comment il a quitté son pays ravagé par la guerre, pour étudier en Syrie, puis finalement rejoindre l'Autriche et y demander l'asile. Envoyé en Carinthie, dans la région la plus conservatrice, et supposément la plus antimigrants du pays, il n'a pas ressenti du tout d'antipathie. « Au contraire, l'accueil a été formidable. » Dattab dit comprendre totalement le désir du gouvernement de contrôler les mosquées. Il invite « la gauche européenne à se débarrasser de son idéologie politiquement correcte » et à défendre le modèle occidental démocratique, si l'Europe veut pouvoir offrir aux immigrants un monde solide où s'insérer. Mais il indique aussi sa grande inquiétude face au discours « virulent » que le FPÖ développe face aux migrants. « Ce n'est pas en criant intégrez-vous agressivement qu'on avance », note-t-il, appelant à consolider un dispositif soigneusement étudié, sur deux ans, pour donner aux immigrants leurs chances. « L'approche autrichienne consistant à dire que le travail suffit à intégrer est une erreur. Ce n'est pas parce qu'un gars va travailler dans un kebab qu'il va s'intégrer s'il n'apprend pas la langue et n'a pas les codes. » Dattab juge la décision de couper les fonds pour les cours linguistiques pour les demandeurs d'asile très négative, car en perpétuant l'isolement, on risque la spirale qui nourrit la radicalisation islamiste, qui nourrira à son tour le nationalisme.

Hannah et les fantômes du passé

Le jeune Irakien de Vienne est loin d'être le seul à craindre un tel cercle vicieux. Ce spectre traverse en réalité toute l'Europe, qui ne cesse de s'interroger sur la tension entre islam et Occident, et sur la meilleure manière de combattre l'islamisme, sans tomber dans le nationalisme extrême. Hantée par son passé, l'Autriche n'échappe évidemment pas à ces questions, qui affluent dès que l'on évoque la question de la fiabilité démocratique du parti de la liberté FPÖ, créé dans l'après-guerre par d'anciens nazis.

Il est vrai que l'identité autrichienne n'est pas un sujet simple. Comme le rappelle une belle exposition de photos consacrée à 1918 au musée de la ville de Vienne, l'effondrement de la monarchie des Habsbourg ouvrit pour le pays une ère de cauchemar quand elle s'affaissa d'un coup dans le fracas de la fin de l'empire. Dans la République d'Autriche née « de ce qui restait », selon la formule tranchante de Clemenceau, ce fut le nationalisme pangermanique qui prit alors la main, débouchant, avec l'émergence de l'Allemagne nazie, sur l'Anschluss, en 1938. L'Autriche tomba dans les bras du nazisme, participant en première ligne à l'Holocauste et aux horreurs de la guerre, sacrifiant son inestimable population juive, qui avait, à tant d'égards, fait sa grandeur : quelque 65 000 Juifs autrichiens furent exterminés et quelque 130 000 durent prendre le chemin de l'exil sur les quelque 200 000 que comptait le pays. Un bien lourd passé, qui entretient une hantise de la rechute.

Dans son grand bureau du Fonds national autrichien pour les victimes du national-socialisme, dont elle est devenue la secrétaire générale, Hannah Lessing, fille du grand photographe Erich Lessing, reconnaît être traversée « de doutes » sur les défis qui viennent. D'un côté, elle reconnaît la nécessité de lutter fermement contre l'islamisme radical, « devenu la première source d'antisémitisme ». Mais Hannah dit aussi qu'« elle ne peut s'empêcher de faire le parallèle entre le refus d'accueillir les migrants aujourd'hui et ce qui est arrivé aux Juifs, tandis qu'ils fuyaient le nazisme ». « Gardons notre humanité », plaide cette fonctionnaire engagée, dont une arrière-grand-mère et une grand-mère périrent dans les camps, même si elle ne veut pas « tout mélanger ». Hannah s'inquiète des dérapages réguliers de certaines personnalités du FPÖ - posts antisémites, déclarations antimigrants, chants néonazis. « Oui, c'est dénoncé au niveau fédéral et gouvernemental, oui, ce sont souvent des seconds couteaux du niveau régional, mais l'inquiétude persiste sur ce que représente ce parti dans ses profondeurs », dit-elle.

Car, si l'Autriche a été impitoyable avec les anciens bataillons nazis - condamnant plus de personnes à la peine capitale que l'Allemagne en proportion, interdisant l'accès à des postes dans l'administration à des centaines de milliers d'autres -, la reconnaissance de la responsabilité de l'État autrichien « a pris du temps », note-t-elle. Le pays s'est longtemps abrité derrière le statut de victime du nazisme qu'il avait obtenu en raison de l'Anschluss, pour éluder son rôle. Hannah dit que « le Fonds aide le pays à retrouver la mémoire et à réparer ». « Nous avons pu obtenir de l'État quelque 600 millions de dollars de réparations pour environ 30 000 victimes », raconte-t-elle.

Le FPÖ et le soupçon d'extrémisme

Ce processus de réparation assumé par l'actuel gouvernement s'accompagne d'un rapprochement spectaculaire avec Israël. Kurz a été jusqu'à définir la défense de l'État juif, comme l'un des « intérêts vitaux » autrichiens. Mais la démarche n'a pas suffi à lever le boycott qu'Israël comme la communauté juive d'Autriche observent à l'encontre du FPÖ.

Quand on leur demande pourquoi la réticence est si profonde, nos interlocuteurs parlent inmanquablement des fameuses fraternités étudiantes, les Burschenschaften autrichiennes, dont certaines ont, depuis le XIXe siècle, flirté avec le nationalisme germanique puis sa version nazie. Certaines de ces organisations ont perpétué des rituels de duels au sabre virils, qui donnent lieu à toutes sortes de spéculations à Vienne. « Il est vrai que beaucoup des membres du gouvernement FPÖ sont passés par ces fraternités, mais sont-ils pour autant dangereux ? Je ne le pense pas. Ces fraternités passent surtout leur temps à boire de la bière entre hommes. On peut toujours trouver, en cherchant, des imbéciles nazis, mais c'est une infime minorité », tempère l'avocat Gregor Rathkolb.

Tout en gardant son image sulfureuse, le FPÖ a en réalité fait son chemin vers une forme de normalisation politique, collaborant avec les partis dominants dans les régions et acquérant une expérience du pouvoir dans les interstices d'un véritable système bipartite de gouvernement. Quand ce système clientéliste a commencé à susciter le rejet, le FPÖ a finalement été membre d'une coalition sous le chancelier Sinowatz, entre 1983 et 1986. À suivi l'épisode du leader charismatique Jörg Haider, et sa « destruction politique » spectaculaire par le chancelier Schlüssel, entre 2000 et 2005. « Tout le monde se demande si Kurz va à son tour prendre le dessus, ou si c'est le FPÖ qui aura

l'avantage », explique Deidre Berger, responsable du bureau de l'American Jewish Committee à Berlin.

Qui contrôle qui ?

L'un des traits frappants du gouvernement actuel est qu'il ne lave plus son linge sale en public. « Plus rien ne filtre des tensions et cela plaît. Nous avons envoyé un de nos reporters sonder l'humeur du pays. Les gens sont satisfaits du consensus apparent », constate le journaliste Michael Jungwirth. La directrice de l'Académie de l'OVP, Bettina Rauschenberg, proche de Kurz, explique que l'alliance avec le FPÖ se passe bien « car l'accord de gouvernement négocié a été très bien défini ». Mais elle laisse entendre que la viabilité de la coalition sera jugée sur pièce, à chaque étape.

Deux thèses s'affrontent à Vienne sur l'issue du duel. Ceux qui pensent que Kurz pourrait « se faire croquer ». Et ceux pensent que, comme l'ex-ministre de la Défense Werner Fasslabend, que Kurz maîtrise la coalition et que « la méthode autrichienne consistant à intégrer l'extrême droite dans le paysage pour donner une expression politique à la colère est plus judicieuse que la tactique du cordon sanitaire français ». « Regardez les troubles que vous connaissez, nous n'avons rien de tel ! », insiste-t-il.

Les dérapages réguliers des membres du FPÖ n'en exaspéreraient pas moins le jeune chancelier, « qui a, du coup, centralisé beaucoup des leviers gouvernementaux, même s'il a laissé les trois ministères régaliens aux populistes », affirme l'expert des populismes d'Europe centrale Thibault Muzergues. À la manœuvre sur l'Europe, le chancelier a opéré d'ailleurs, contre les instincts du FPÖ un virage pro-UE sensible, malgré son alignement avec le groupe de Visegrad sur les questions migratoires. À l'automne, Vienne a notamment surpris tout le monde en se ralliant au vote sanctionnant la Hongrie. « Kurz joue la prudence et garde ses options ouvertes, dans un contexte de volatilité européenne qui ne lui a pas échappé. Il ne joue pas le grand jeu visionnaire de la rébellion européenne. Kurz a jugé que la priorité était de renforcer sa position intérieure, il n'a peut-être pas tort », analyse le politologue bulgare Ivan Krastev. Une sorte de plan trumpien pour « l'Autriche d'abord », qui dessinerait une voie médiane entre le statu quo ante et les potions extrémistes ? « Oui, mais pas avec la philosophie du jeu à somme nulle que revendique Trump », nuance Krastev. « Parce qu'il représente un petit pays qui n'a pas la main, Kurz sait que l'intérêt de l'Autriche ne pourra jamais se définir au détriment de l'intérêt européen. »

Le Figaro - lundi 28 janvier 2019